Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°34

avril-juin 2024

Guerres et armes

Table des matières

La guerre en Ukraine, grand accélérateur de l'armement mondial..... 3

2 La prochaine pandémie sera-t-elle d'origine terroriste et bactérienne ? Les réponses de Martin Zizi, expert mondial en armes biologiques..... 9

La Russie est-elle impérialiste ?..... 15

Humour de Siné mensuel..... 20

La guerre en Ukraine, grand accélérateur de l'armement mondial

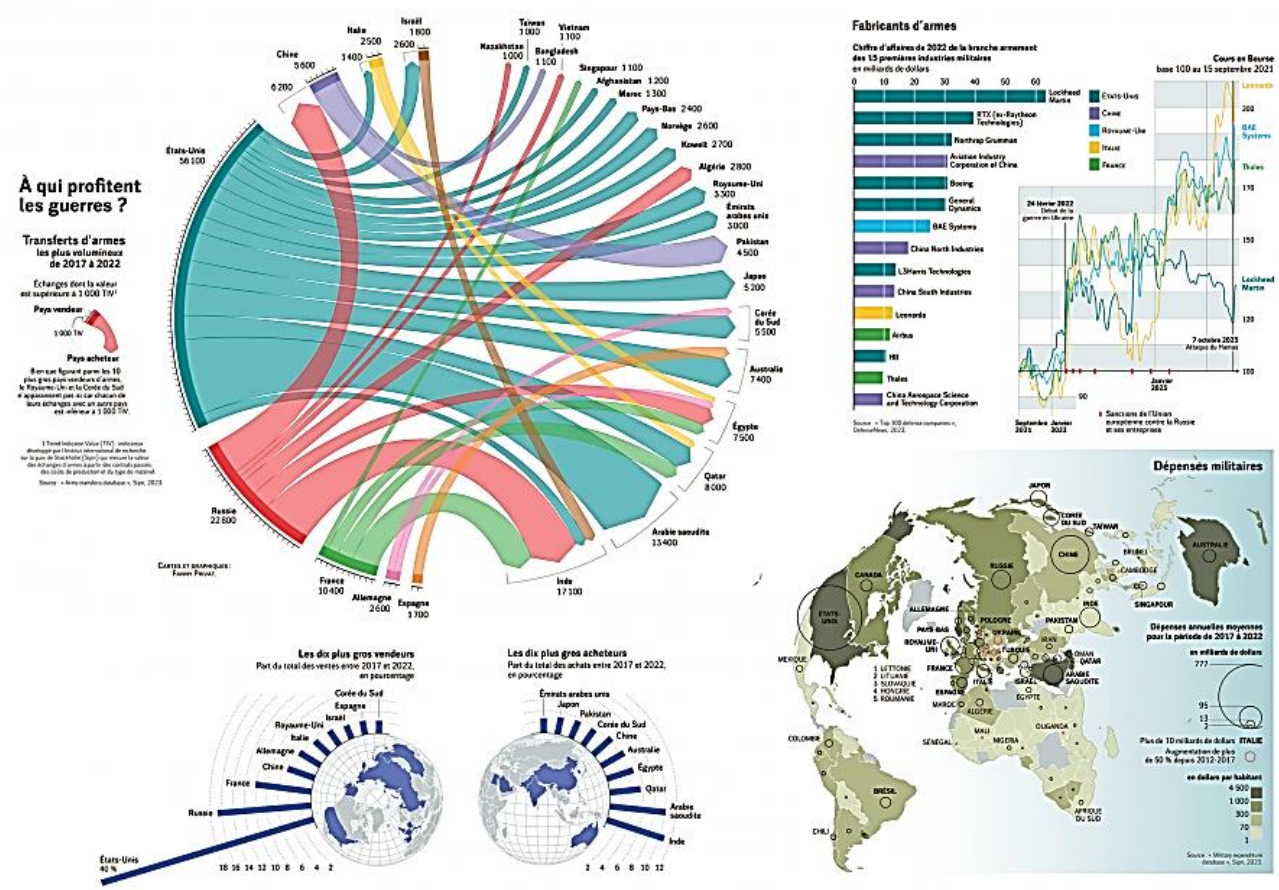
De 1932 à 1934, les grandes puissances ont organisé à Genève une conférence mondiale pour le désarmement afin de prévenir une déflagration générale. On connaît la suite, tragique. Un siècle plus tard l'industrie de défense ne s'est jamais aussi bien portée. Dopée par l'agression russe contre Kiev comme par les tensions géopolitiques en Asie et au Proche-Orient, elle affiche des chiffres de ventes record et fait le bonheur des actionnaires.

Ukraine, Gaza, Balkans, mer Rouge, océan Pacifique, l'air du temps est au grondement des armes. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) relève ainsi que les dépenses militaires mondiales, en hausse en 2022 pour la huitième année d'affilée, n'ont jamais été aussi importantes depuis trente ans et la fin de la guerre froide : 2 055 milliards d'euros, soit 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Chef d'état-major de l'armée de terre français, le général Pierre Schill alerte sur *« le retour fracassant des guerres majeures, redevenues un moyen privilégié de règlement des différends* (1) *»,* et *« mettant en œuvre des déchaînements de violence paroxystique, dans lesquels les verrous moraux et juridiques sautent sous les coups de boutoir de la barbarie la plus débridée, alors qu'on pensait cela relégué dans les livres d'histoire ».*

La bride est lâchée depuis 2014 avec l'annexion par la Russie des deux régions ukrainiennes de la Crimée et du Donbass. Les États se réarment, les bases industrielles de défense ont accéléré les cadences et se disputent les ventes à l'export. Moscou, après s'être retiré de plusieurs traités sur l'armement, augmente de 70 % les crédits militaires dans son budget 2024, renouant avec les niveaux des années 1980-1990 : *« Tout pour le front, tout pour la victoire »,* proclame M. Anton Silouanov, le ministre des finances russe. Les 10 800 milliards de roubles annoncés (109 milliards d'euros), soit 6 % du PIB de la Russie, serviront notamment à relancer les chaînes de production accélérée d'obus, de chars et de drones, mais aussi à rétribuer les soldats mobilisés et à indemniser les familles des morts sur les fronts. L'armée russe aurait tiré en 2023 plus de deux millions d'obus, soit le double de l'année précédente. Le site Oryx évalue à dix mille le nombre d'engins terrestres russes endommagés ou détruits en Ukraine.

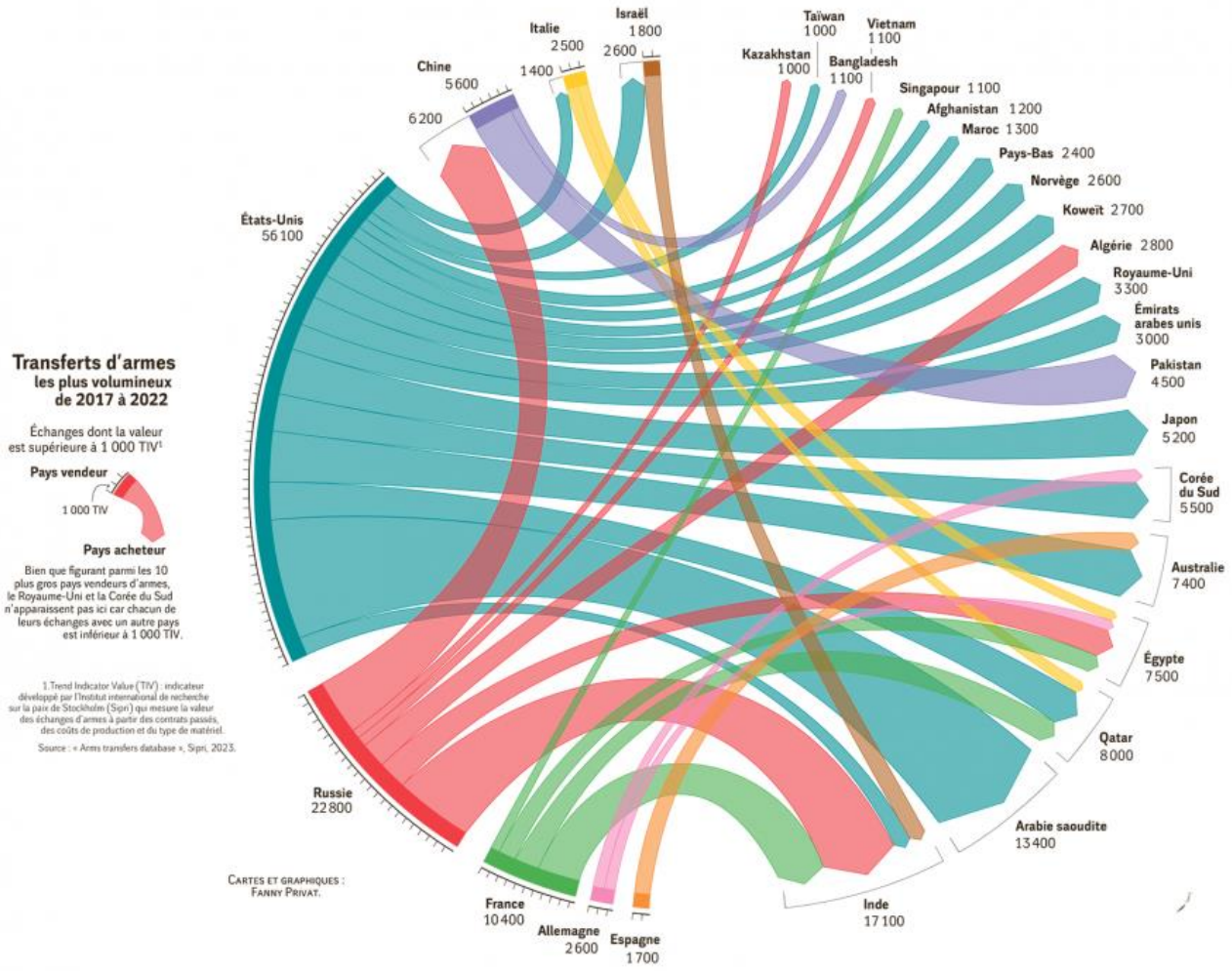
Habituellement au deuxième rang pour les ventes d'armes, derrière l'incontesté champion américain, les fournisseurs russes comptaient pour un cinquième des armements acquis dans le monde, notamment en Asie, au Proche-Orient et en Afrique. Accaparés par le soutien à l'offensive en Ukraine, qui a occasionné des pertes sans équivalent depuis la dernière guerre mondiale, ils font pâle figure à l'export depuis 2022. En outre, les sanctions occidentales, en particulier américaines, ont empêché Moscou de conclure des marchés importants aux Philippines (hélicoptères Mil Mi-17), en Indonésie (chasseurs-bombardiers Su-35) ou au Koweït (chars T-90).

La Russie ne peut davantage espérer profiter des commandes des anciens membres du pacte de Varsovie ou des pays baltes, désormais membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) : les dépenses militaires de la Lituanie entre 2014 et 2022 ont pourtant augmenté de 270 %, celles de la Lettonie, de 173 %, et les budgets de la défense en Finlande, Hongrie, Slovaquie, Roumanie, République tchèque ou Slovaquie explosent, de même que celui de la Pologne. Ce dernier pays consacre désormais 4 % de son PIB à la défense et veut doubler les effectifs de son armée ; il s'approvisionne, entre autres, en chars Abrams, en lance-roquettes Himars et en hélicoptères Apache auprès des firmes américaines, mais achète également des chars et obusiers à la Corée du Sud, devenant soudainement un des poids lourds de l'Alliance atlantique, aux côtés de l'Allemagne. Cette dernière n'a pas encore engagé la centaine de milliards d'euros attribués en 2022 au Fonds spécial pour la modernisation de la Bundeswehr, mais – peu sensible à l'argument de la « préférence européenne » – elle ne cache pas son attirance pour les systèmes antimissiles américano-israéliens et vient de commander des chasseurs F-35 à l'américain Lockheed Martin, le plus grand industriel d'armement de la planète (2).



À qui profitent les guerres ? Fanny Privat

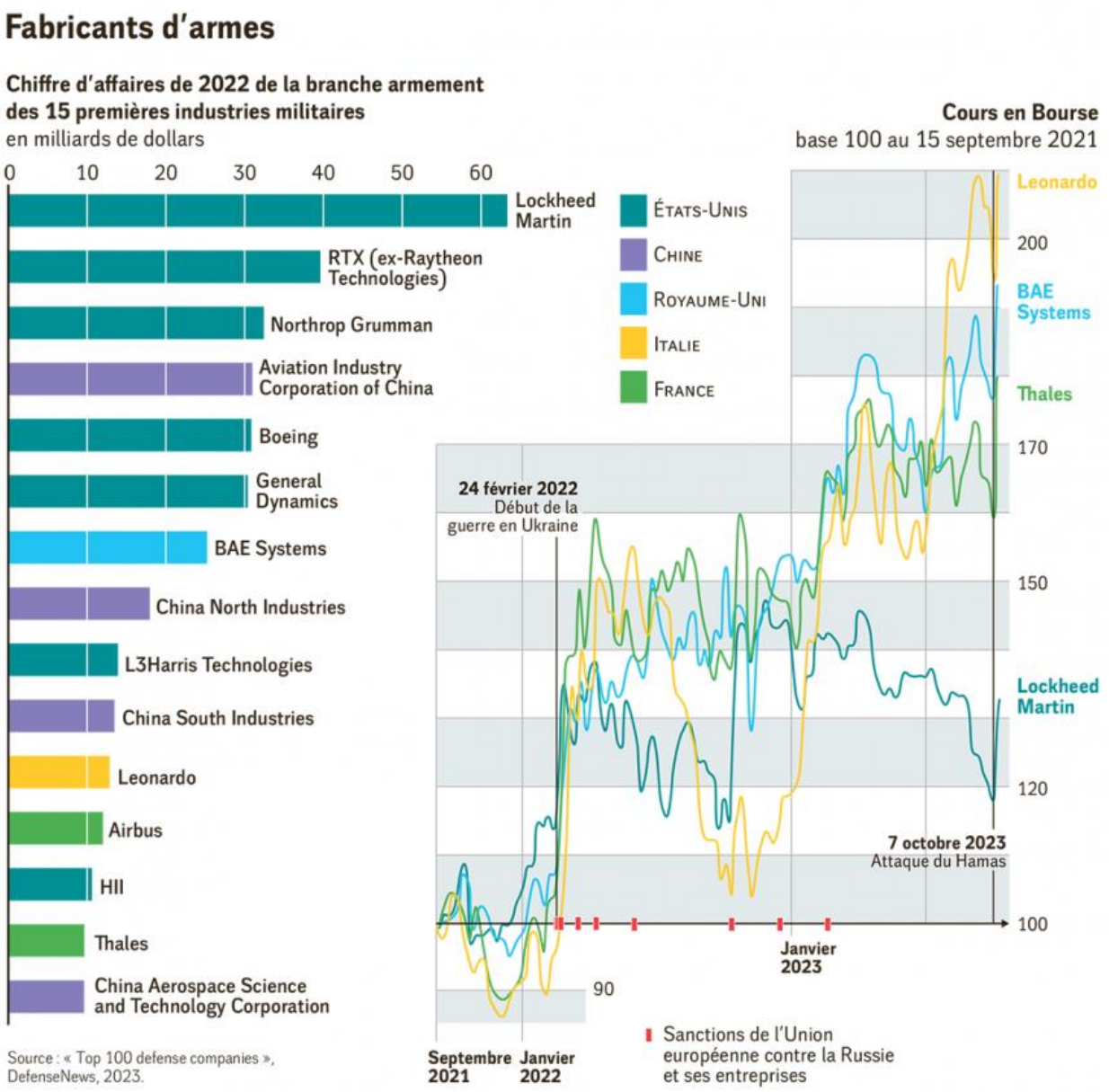
Les déboires russes permettent à la France de tenir provisoirement la deuxième place du classement mondial des vendeurs d'armes, avec un montant total à l'export de 27 milliards d'euros en 2022 – record historique atteint grâce au « contrat du siècle » décroché par Dassault aux Émirats arabes unis : réputé longtemps invendable, le Rafale est devenu un atout majeur dans la panoplie française à l'export.
Outre les habituels fabricants européens d'armement que sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, de nouveaux acteurs se positionnent. La Corée du Sud, notamment, déjà présente dans le « top 10 » des pays fournisseurs, aspire à devenir l'un des plus gros exportateurs du monde : le pays du Matin-Calme vise ouvertement le quatrième rang, derrière la France et la Russie, profitant à plein de « l'effet Ukraine » (3).



Transferts d'armes. F. P.

De son côté, bien que mal à l'aise avec la question du réarmement, le Japon craint que *« ce qui se passe en Ukraine puisse se passer en Asie du Nord-Est »,* selon la formule du premier ministre Fumio Kishida. Tokyo redoute un accroissement des tensions entre la Chine et les États-Unis – dont il est un proche allié depuis la reddition de 1945. Il a décidé de *tourner la page du pacifisme* (4) et sa nouvelle stratégie de sécurité nationale pointe le *« défi sans précédent »* constitué par les ambitions régionales de la Chine. Son budget militaire, actuellement de 49,3 milliards de dollars (45,7 milliards d'euros) mais limité à 1 % du PIB du pays, devrait passer à 2 % d'ici 2027, pour faire de l'archipel un acteur régional de poids et un nouveau client pour les marchands d'armes. Des missiles à longue portée Tomahawk lui ont déjà été promis par Washington – privilège réservé jusqu'à présent au Royaume-Uni et à l'Australie.

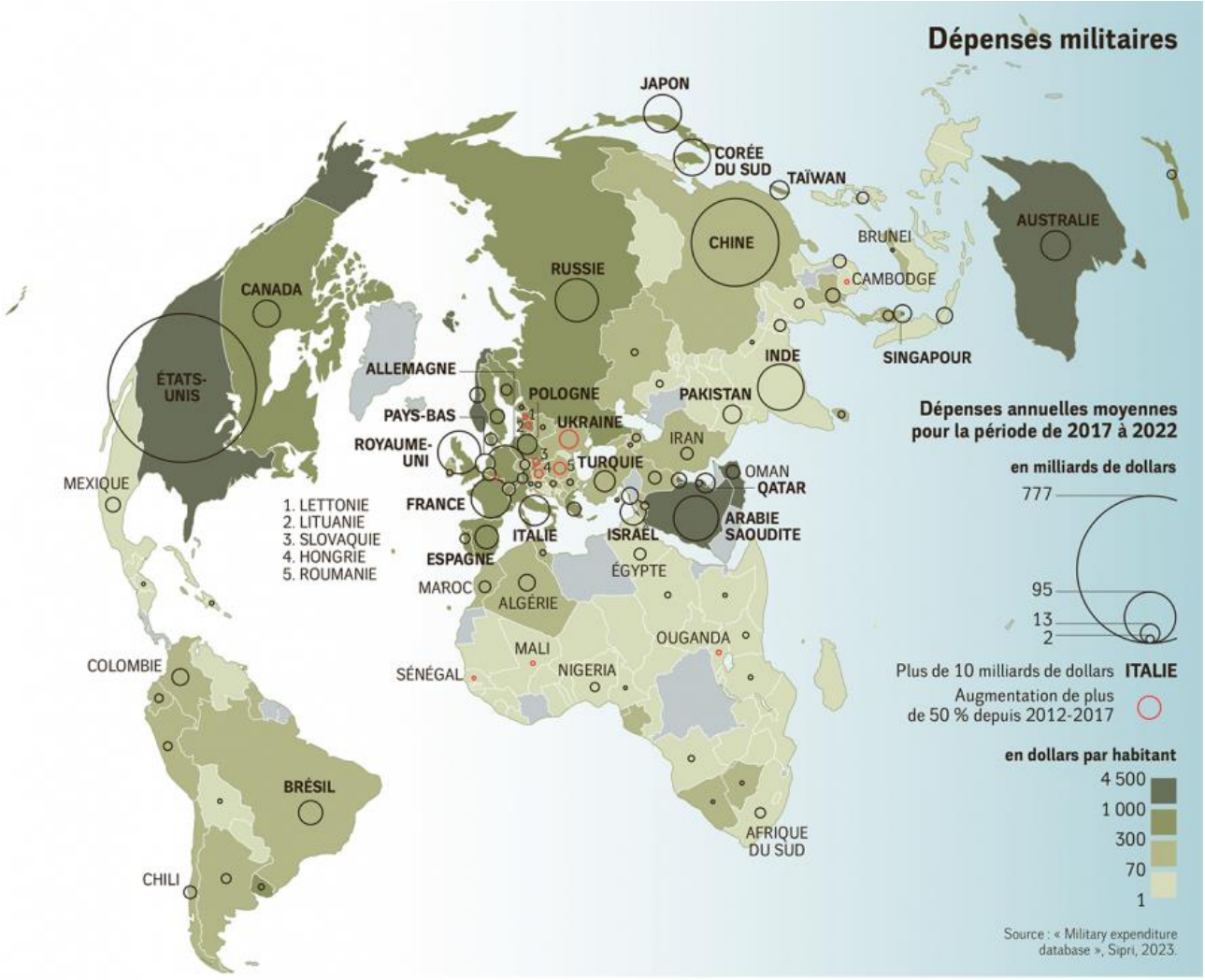
En Europe orientale, plusieurs pays – dont la Pologne – se sont délestés d'une partie de leurs anciens matériels, souvent d'origine soviétique, au profit de l'armée ukrainienne : c'est le cas de la Slovaquie, dont l'industrie de l'armement hibernait, faute de clients, depuis la fin de la guerre froide, mais qui – la guerre entre Kiev et Moscou aidant – produit désormais des obusiers sur véhicules de blindés destinés à la modernisation de sa propre armée, ainsi qu'aux forces ukrainiennes. Un équipement présenté sur place comme moins cher et plus moderne que son équivalent français, le Caesar (5).



Fabricants d'armes. F. P.

De son côté, la France a déjà consacré 2 milliards d'euros à l'achat de munitions, en 2023, en partie pour reconstituer ses propres stocks, après des prélèvements au profit de l'armée ukrainienne. Son budget de la défense pour 2024 – 47,2 milliards d'euros – est en augmentation de 7,5 % par rapport à l'année précédente (6). Au total, selon un rapport de l'Assemblée nationale, la France est, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, dans le peloton de tête des pays qui ont contribué à *« donner à l'Ukraine les moyens de tenir le choc face à l'armée russe* (7) *»,* avec une aide totale estimée à 3,2 milliards d'euros, comprenant des cessions de canons et de blindés, d'obus et de missiles, ainsi que des formations. Cela sans oublier la large contribution française à la facilité européenne pour la paix (FEP), un fonds extrabudgétaire créé par l'Union européenne, et qui sert surtout à financer des fournitures de guerre pour Kiev. Avec chaque fois, pour la France comme pour les autres nations impliquées, toujours la même antienne : « Fournir des armes à un pays agressé, en état de légitime défense, n'est pas être cobelligérant ». Et le souhait que les industriels de l'armement nationaux – en l'occurrence français – puissent profiter de ces nouvelles opportunités (8).
La production et le commerce des armes sont un domaine où l'éthique et la morale passent au second plan. En juin dernier, par exemple, Washington s'est résolu à livrer à l'Ukraine des armes à sous-munitions – *« une décision très difficile »,* a assuré le président Joseph Biden, même s'il s'agissait selon lui de *« la bonne chose à faire ».* Cent vingt pays – mais pas les États-Unis, ni la Russie, ni l'Ukraine – ont renoncé à ces explosifs qui

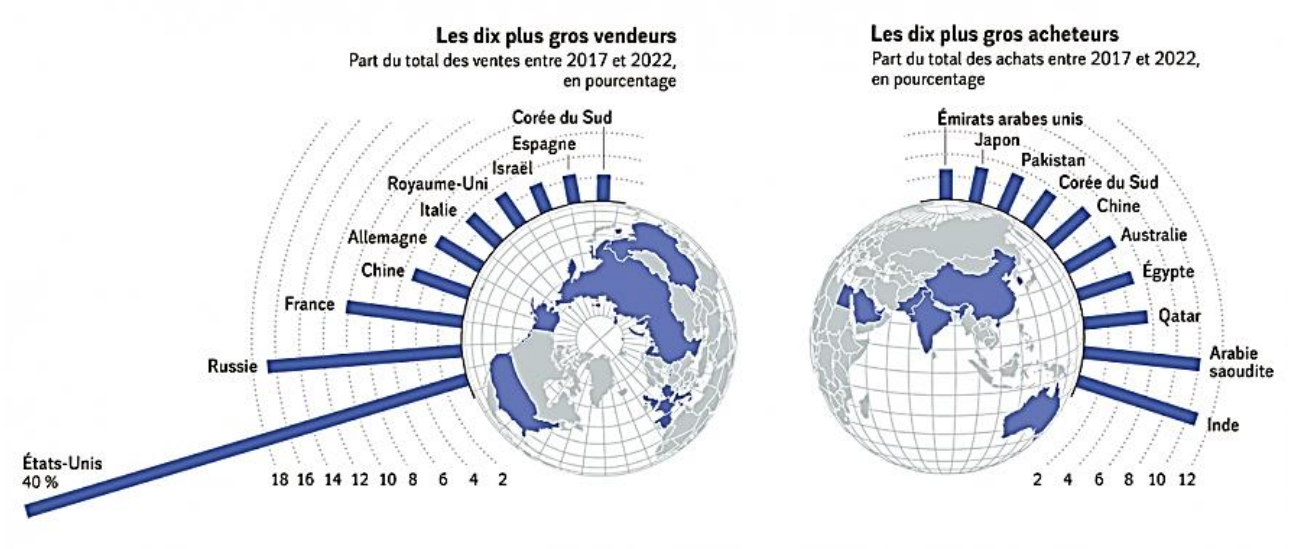
tuent à l'aveugle, faisant de nombreuses victimes civiles dans la durée. Autre exemple : le « blanchiment » politique de M. Viktor Bout, trafiquant d'armes d'origine russe, connu dans le monde entier au point d'avoir inspiré le film *Lord of War* (2005). Détenu quinze ans aux États-Unis, M. Bout a été échangé en décembre 2022 contre une basketteuse américaine accusée d'usage de drogue par les autorités russes, et a été parachuté en septembre dernier comme député « d'opposition » au sein du parlement d'Oulianovsk, une région reculée de Russie.



Dépenses militaires. F. P.

Autre cas d'entorse aux grands principes, celui de la découverte, en juin dernier, par l'institut KSE de Kiev en association avec le groupe de travail international Yermak-McFaul sur les sanctions russes, qu'une grande partie de l'armement de Moscou, y compris les missiles balistiques et de croisière, fait un usage intensif de composants électroniques fabriqués aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Japon, en Israël et en Chine. Un matériel sensible acquis par des voies détournées, avec la complicité de négociants chinois.

Le commerce des armes est parfois le fait d'acteurs inattendus. En Ukraine, l'organisation non gouvernementale « Come Back Alive » (Reviens vivant) est sans doute la seule au monde à pouvoir doter des soldats de drones, lance-roquettes ou autres armes lourdes, grâce à ses collectes de fonds et à un agrément officiel. D'autres organisations ukrainiennes fournissent des tablettes de guidage d'artillerie, des protections individuelles… et tout ce qui améliore l'ordinaire du combattant (9).



Vendeurs et acheteurs. F. P.

Le marché mondial des armes, électrisé par les guerres du moment, s'enrichit aussi de matériels nouveaux : outre les drones de tous types, désormais indispensables à la panoplie des armées, le recours aux satellites à usage militaire se généralise. Et les Américains ont une avance considérable en ce qui concerne la haute altitude. Citons aussi les outils d'exploration des fonds marins, dans une perspective de contrôle (par exemple, des câbles sous-marins) ou d'une exploitation future (des nodules polymétalliques (10), ainsi que les armes hypersoniques, un terrain de concurrence entre Américains et Russes, auxquelles de plus en plus d'armées devront s'intéresser. On peut encore mentionner les équipements de cyberprotection et de cyberattaque, les instruments de lutte informationnelle ou de défense des réseaux de communication ; sans parler de ce qui touche à la conception des versions futures de chars, avions de chasse, navires de combat, à l'horizon 2035-2045. Des recherches auxquelles se sont attelées les industries de l'armement des pays les plus avancés en la matière.

Philippe LEYMARIE (Monde diplomatique, janvier 2024)
Journaliste.

(1) « Le retour des guerres majeures », B2 Le Quotidien de l'Europe géopolitique, Bruxelles, 13 octobre 2023.
(2) Lire Thomas Schnee, « Comment l'austérité a vaincu la Bundeswehr », *Le Monde diplomatique,* novembre 2023.
(3) Yann Rousseau, « La Corée du Sud, nouveau géant de la défense mondiale », *Les Échos,* Paris, 24 juillet 2023.
(4) Lire Jordan Pouille, « Le Japon tourne la page du pacifisme », *Le Monde diplomatique,* mars 2023.
(5) Anne Dastakian, « En temps de guerre, l'armement prospère », *Marianne,* Paris, 28 septembre 2023.
(6) Lire Allan Popelard, « L'armée, miroir d'une France sans boussole », *Le Monde diplomatique,* octobre 2023.
(7) Rapport d'information sur le bilan du soutien militaire à l'Ukraine, présenté par Lionel Royer-Perreaut et Christophe Naegelen devant la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, Paris, 8 novembre 2023.
(8) Lire Ariane Lavrilleux, « L'État français, VRP de l'industrie d'armement », *Le Monde diplomatique,* novembre 2023.
(9) Lire Hélène Richard, « Loin du front, la société ukrainienne coupée en deux », *Le Monde diplomatique,* novembre 2023.
(10) Lire Didier Ortolland, « Géopolitique des abysses », *Le Monde diplomatique,* décembre 2023.

2 La prochaine pandémie sera-t-elle d'origine terroriste et bactérienne ? Les réponses de Martin Zizi, expert mondial en armes biologiques.

1ères réactions suite à la publication de l'article du Dr. Heiko Schöning
Après avoir mené un entretien avec le Dr Heiko Schöning, pour qui *l'industrie pharmaceutique et la CIA préparent une prochaine urgence sanitaire qui serait d'origine terroriste et bactérienne,* nous avons recueilli les réactions du Professeur Martin Zizi, un expert mondial en matière de bioterrorisme.

Martin Zizi, ancien expert au conseil de sécurité de l'ONU, fait le point sur les armes biologiques. Interview exclusive de Senta Depuydt pour Covidhub.ch

Depuis la crise du Covid, le directeur de l'OMS déclare de manière catégorique qu'il y aura bientôt une prochaine pandémie, et le prophétique *Bill Gates* a répété à plusieurs reprises que « la suivante sera d'origine terroriste ».
À l'ONU aussi, *le sujet de l'acquisition d'armes biologiques de destruction massive par des terroristes* est au centre des débats. La situation géopolitique actuelle ayant de quoi raviver ces craintes, dans quelle mesure ces menaces sont-elles réelles ?

PROPOS RECUEILLIS PAR SENTA DEPUYDT POUR COVIDHUB
Senta Depuydt : **Professeur Martin Zizi, vous avez un parcours assez extraordinaire qui vous a mené de la Belgique aux États-Unis et aux quatre coins du monde. On vous retrouve à la fois dans des fonctions civiles académiques et commerciales, mais aussi dans le domaine des renseignements militaires. Votre parcours vous a spécialisé en physiologie moléculaire, en biophysique, en santé publique et en bioéthique et vous êtes aussi le fondateur d'une entreprise de Neurotech en Californie. Et surtout, vous êtes aussi un ancien expert auprès du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question des armes de destruction biologique. C'est un privilège de s'entretenir avec quelqu'un qui a une telle expérience.**
Martin Zizi : Merci. Je suis heureux de répondre à vos questions, car c'est vraiment un domaine à l'intersection de nombreuses compétences et le sujet des armes biologiques est l'un des sujets les plus brûlants en ce moment. C'est en filigrane de beaucoup d'événements actuels et malheureusement la plupart en parlent sans rien y connaître, Bill Gates en premier lieu. J'ai conseillé le ministère de la Défense en Belgique, j'ai travaillé dans divers groupes au sein de l'OTAN et j'ai longtemps été impliqué dans l'UNSCOM, la fameuse

commission du Conseil de Sécurité de l'ONU qui travaillait sur la question des armes de destruction massive, afin de désarmer l'Irak.

D'après vous quels sont les risques réels d'utilisation d'armes biologiques ?
Avant de vous répondre dans les détails, il faut comprendre de quoi on parle et quels sont les enjeux qui sont liés à cette question. Peu de gens savent que le premier traité sur les armements biologiques remonte à 1918. Après la Première Guerre mondiale, durant laquelle on avait utilisé du gaz dans les tranchées, les instituts scientifiques de l'époque, comme Pasteur en France et Robert Koch en Allemagne, et les politiques ont commencé à s'interroger sur la possibilité d'armes biologiques. C'était notamment dû au fait que beaucoup de soldats étaient tombés malades à cause des mauvaises conditions de vie et d'hygiène dans les tranchées.
Donc au sortir de la guerre, les grandes nations se sont réunies et en ont discuté. Et elles ont fini par rédiger un accord de deux pages en 1925, *le protocole de Genève interdisant les gaz asphyxiants et les moyens bactériologiques.* Malheureusement, il n'est jamais entré en vigueur. Il a finalement fallu attendre *1972 pour avoir une nouvelle Convention* sur la question. Mais, le problème majeur de ce traité – calqué sur les traités analogues qui concernent le contrôle d'activités nucléaires et chimiques, c'est qu'il ne prévoit pas les moyens d'imposer son application. Les travaux n'ont pas pu aboutir complètement : pour le nucléaire, il y avait l'AIEA, pour le chimique, il y avait l'OPCW, deux agences internationales de contrôles qui fonctionnent, mais pour le biologique il n'y a pas d'agences et il n'y que peu de possibilités de contrôle.

Winston Churchill autorisa l'utilisation de 50 000 obus remplis de gaz chimique contre les Bolcheviks

Quelles sont les failles de ce traité sur les armes de destruction massive ?
Les différents traités portent sur les armes « CBRN », soit Chimiques, Biologiques, Radiologiques et Nucléaires. Pour le nucléaire, le contrôle n'est pas trop compliqué. Développer une arme nucléaire exige toute une infrastructure et cela laisse des traces. On peut suivre par satellite un matériel radioactif à la trace. Sur un échantillon de matériel fissile, avec des analyses fines, on peut même identifier le réacteur qui l'a produit, car cela laisse des empreintes spécifiques.
Idem pour les armes chimiques. Les gaz de combat, le Sarin, le VX, les Novichoks ou autres ont des précurseurs spécifiques qui ne servent qu'à cela. Donc le monitoring international de la circulation de ces précurseurs chimiques peut donner une idée de l'intention quant à leur utilisation. Cela laisse aussi des résidus qui sont facilement repérables.
Par contre, pour le domaine de la biologie, et surtout de la biologie moléculaire, c'est beaucoup plus compliqué. En biologie, tout est « à usage double ». Ce sont les mêmes tubes à essai, les mêmes centrifugeuses, les mêmes sondes géniques, produits chimiques ou enzymes de restriction, les mêmes protocoles que l'on utilise pour fabriquer des médicaments et réaliser des analyses médicales que pour développer des armes biologiques ou géniques. Dans la pratique, vérifier que personne ne met au point ce type d'armes est donc beaucoup plus difficile, voire impossible.
Les experts ont pourtant mis au point un protocole nommé Verex qui consistait à vérifier si les activités des laboratoires sont menées à bon escient. J'ai travaillé des années avec *le groupe VEREX.* Nous avons longtemps essayé de proposer un texte de base pour la mise en œuvre de ces protocoles de vérification. Il s'agissait d'audits, de vérifications des listes d'import-export ou du marquage (tagging) de certains produits. Mais les États l'ont toujours refusé.
Quand j'ai intégré ces travaux à Genève, au milieu des années 90, après avoir travaillé au sein des départements de recherche de la défense américaine (*Walter Reed Institute of Research, DARPA*), mon prédécesseur pour la Belgique me l'avait clairement expliqué. Dès que l'on proposait un texte pour aboutir à un accord, cela bloquait. Soit on était face à des gouvernements hostiles aux vérifications, par exemple la

Chine, soit on était bloqué par l'industrie. Et, là c'est principalement la triade, États-Unis, Europe occidentale et Japon, qui s'y opposait, parce que ces pays estimaient que cela nuisait à leur dominance industrielle et à la propriété intellectuelle de leurs innovations. C'était donc une forme de protectionnisme économique manifeste. En fait, de 1971 à 1998, on a dépensé beaucoup d'argent pour réunir des gens à Genève. Ils étaient fiers de travailler pour le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, mais en réalité, les États n'avaient pas la volonté politique réelle de faire quelque chose.
C'est avec la guerre en Irak que les choses ont bougé. J'ai beaucoup travaillé sur le dossier irakien. J'ai même participé au rapport final de la commission UNSCOM, car je fus le dernier « Bioweapon Inspector », mais comme je l'ai dit, les négociations ont échoué. Après cela, nous avons tenté de tirer les leçons de cet échec et nous avons contribué à la création de *l'UNMOVIC*.

À partir de ce moment, les États devaient signaler leurs laboratoires de recherche militaire et signaler la nature des projets. Mon propre laboratoire était contrôlé tous les deux ans, parce que je travaillais à la fois dans le militaire et le civil, on contrôlait systématiquement ce que je faisais. Alors nous avons proposé qu'on établisse des audits de routine des laboratoires avec, en cas d'activité suspecte, la possibilité de mener des « inspections surprises ». Il y avait aussi la nécessité de former les agents d'inspection, pas seulement à la biologie et à l'audit, mais aussi à la manière de mener les enquêtes en tenant compte des aspects culturels du pays. Il est très important d'établir un rapport de confiance et de respect avec les autochtones dans ce genre d'investigation. C'est un peu comme le travail d'un psy, d'un prêtre ou d'un inspecteur de police.
C'est Bush Jr. qui a fait capoter tout le processus. Il a lancé l'UNMOVIC en Irak, alors qu'il n'y avait plus d'armes de destruction massive et ensuite il a conclu que les agences de l'ONU ne servaient à rien, puisqu'elles n'avaient rien trouvé et que cela ne lui permettait plus de justifier l'agression américaine.

En somme, il est quasi impossible de vérifier si quelqu'un développe une arme biologique de destruction massive ?

C'est ça ! Il y a une raison supplémentaire à cela. C'est *l'article 10 du traité de 1972,* parce qu'il ouvre la porte aux abus via le rôle joué par les entreprises. En substance, l'article dit que la Convention sera appliquée de façon à éviter toute entrave au développement économique ou technique des États dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques) pacifiques, y compris l'échange international d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines. Mais, vu les vétos industriels, ce fut le point de friction entre les États non-alignés (comme l'Inde et Cuba), les BRICS et les Occidentaux. Cela déforçait la Convention au profit d'intérêts commerciaux, chacun campant sur ses positions.
Il y a un double phénomène, assez pervers qui s'est installé. D'un côté, l'industrie pharmaceutique et les Biotechs font tout pour bloquer l'accès à leur technologie et protéger leurs profits. De l'autre, ces industries exploitent ces dispositions laxistes pour faire leurs recherches et tester leurs produits en catimini dans les pays en voie de développement. Savez-vous que Gilead a d'abord testé le Remdesivir *en Chine* ? Comme *les chinois ont trouvé que le médicament ne passait pas les tests*, Gilead l'a repris en disant qu'ils allaient refaire les essais en Occident, selon les « Good Manufacturing Practices ». En l'occurrence, on a vu que c'était plutôt du coloriage que la mise en oeuvre des règles de « bonnes pratiques de fabrication ». Et c'est la même chose avec quantité de vaccins et de médicaments qui sont testés en Inde ou en Afrique. L'absence de règles ou de leur application permet à ces firmes de tester des produits potentiellement dangereux via des pratiques sans éthique ou illégales, interdites en Europe ou aux États-Unis, tout cela pour une fraction du coût.
Donc, avec le problème que pratiquement toute la recherche peut être à usage double, on peut aller à Wuhan avec des fonds qui viennent de l'Allemagne, des États-Unis ou de la France, travailler pendant 10 ans sur un projet de Pfizer et ensuite accuser la Chine de s'être livrée à des recherches illicites. C'est ça le problème de l'article 10. La firme va là-bas parce qu'il y a moins de contrôle et que c'est moins cher. Les Chinois observent

et copient la technologie, s'ils ne collaborent pas directement aux recherches. Et après, on les accuse d'avoir mis au point une arme biologique. C'est un peu facile, non ? Pourtant, c'est le discours que beaucoup de politiques et d'experts de plateaux tiennent ici aux États-Unis. En attendant, la Chine a effectivement acquis les derniers développements en biotechnologie pour les développements militaires. Donc, le transfert de technologie que l'industrie voulait à tout prix éviter, elle a fini par le réaliser sous prétexte d'économie budgétaire.

Est-ce que la thèse de l'arme biologique terroriste tient la route ?
En théorie n'importe quel biologiste a des capacités de destruction massive dans son laboratoire. Un peu comme n'importe quel informaticien doué peut hacker les plus gros systèmes à partir d'un ordinateur dans son garage. Donc oui, l'individu est maintenant doté d'un pouvoir qui jusqu'ici était réservé aux États.
Mais, ce n'est pas parce que l'on joue avec des gènes que l'on sait fabriquer une arme. Disons que mettre une arme au point dans un labo, c'est faisable. Mais l'utiliser, la rendre opérationnelle ? … Il y a sans doute moins de 50 personnes sur cette planète qui en sont capables. J'en fais partie. Le mot-clé ici, c'est la biophysique. Par exemple un obus rempli de bacilles de la peste ou de l'anthrax ne va jamais marcher, parce que quand il explose, ça tue les germes. Tout est une question d'équilibres subtils entre différentes disciplines : la biologie, la technologie et la physique.

La preuve que c'est difficile, c'est que jusqu'à présent toutes les *tentatives terroristes ont raté*. Par exemple, la secte japonaise Aum Shinrikyo – avant ses deux attentats au gaz Sarin dans le métro de Tokyo – avait diffusé des agents biologiques comme l'anthrax sous forme d'aérosols au départ de tours de bureau, mais cela ne tua personne. Même chose pour les lettres à l'anthrax à la suite du 11 septembre. Cela tuerait – sans traitement aux antibiotiques – quelques personnes, mais pas plus. Il y a une vingtaine d'années, les Américains ont fait un rapport dans lequel ils avaient répertorié toutes les attaques ou les incidents biologiques aux USA durant la décennie. Il y en avait plus ou moins 140, mais presque aucun n'a été mortel. Par exemple l'anthrax naturel, si on le disperse, eh bien il tue les moutons mais pas les hommes parce que le bacille est trop gros pour nous. Il y a un risque professionnel pour les équarrisseurs ou les agriculteurs, mais c'est tout. L'anthrax militarisé (lyophilisé et traité pour rester à l'état de particules isolées) est dangereux pour les poumons, car il les pénètre profondément (jusqu'à 70%), jusqu'aux alvéoles. Mais on peut le soigner avec de la simple pénicilline ou de la ciprofloxacine, deux antibiotiques de base. Donc, ce n'est pas mortel. En revanche, il n'est pas surprenant que tant de gens soient morts du sars-cov-2 après la déclaration de la pandémie : on a laissé le virus évoluer vers des septicémies profondes avec destruction des alvéoles pulmonaires, en l'absence de prise en charge médicale rapide.
Donc la capacité d'attentats bioterroristes est assez limitée, mais il est tout à fait possible de fabriquer des armes biologiques qui sont bien plus subtiles que cela. *L'Iran a un programme d'armes biologiques*. Ils ont fait des expériences avec des toxines de germes assez communs comme celui du choléra. On prend un gène du choléra et on le clone dans un germe humain du microbiome, par exemple l'Escherichia coli, avec lequel nous vivons en symbiose. De cette manière, si les gens tombent malades, on va identifier les symptômes et chercher le choléra, mais on ne le trouvera pas. À la place on verra des e. coli et on s'écriera : « horreur à présent il y a des e. coli tueuses. C'est bizarre, les germes mutent ». Mais à moins que l'on ne pense à chercher une manipulation génétique, on va croire que c'est naturel, car même les PCR indiqueront un germe E. coli. Ça, c'est l'exemple d'une arme biologique silencieuse. Utiliser des organismes qui sont symbiotiques de l'humain, avec lesquels il vit en harmonie, et les rendre dangereux. Et ça, ça peut faire de la casse.
Cela dit, je ne pense pas qu'il y ait une grande probabilité que l'on développe de telles armes, parce que c'est quelque chose dont on peut tout de même retracer l'origine par séquençage. Or, si l'on parvient à prouver

qu'un État développe une arme biologique, politiquement, c'est très grave. Cela ouvre la possibilité d'une riposte avec d'autres armes équivalentes, chimiques ou nucléaires. C'est pour cela que je suis effrayé, lorsque les gens peu ou mal informés, utilisent les termes « armes biologiques » dans la presse ou en politique, surtout si cela vient d'autres scientifiques. Ils ne comprennent pas les implications que cela peut avoir.

Alors, quel est le vrai danger ?
Il y a encore une troisième possibilité. C'est celle où l'on n'attaque pas directement les hommes, mais où l'on s'en prend au bétail et aux aliments. Moi, en tant que spécialiste, c'est cela qui me fait vraiment peur. Car certains pathogènes comme la rouille du blé peuvent anéantir quasi 90% de nos récoltes. Prenons un exemple avec le riz qui nourrit la moitié de planète et imaginons que l'on en fasse des variétés de type Terminator, comme ce qu'a essayé Monsanto avec ses semences. Aujourd'hui on sait faire énormément de manipulations de ce type. On peut par exemple fourguer des stocks de semences OGM à tout le monde et puis fabriquer un pesticide ou une autre molécule qui va activer ou réprimer un gène qui va tuer la plante ou la stériliser. Et on peut ventiler ces effets dans le temps et engranger plusieurs fois des bénéfices. On arrive donc à faire un maximum de dégâts, on échappe à la sanction car on agit sous le radar, et on se remplit les poches. Officiellement, on sera dans un cas non militarisé, mais cela pourrait très bien être une méthode pour tuer des millions de gens. C'est machiavélique, mais c'est ça le lien entre l'industrie et l'armement biologique. Il ne faut pas imaginer un truc qui va tuer les gens aux coins de la rue. Ça c'est une idiotie !

Je vois que vous faites allusion au Covid. Faut-il craindre des virus pandémiques, comme le dit Bill Gates ?

Non, pas du tout. D'autant plus que le virus n'est pas une arme ! Moi je n'ai jamais dit cela, il faut stopper ces balivernes. Il y a de vrais risques et de vrais développements militaires autour de cette affaire, mais le danger ce n'est pas le sars-cov-2.
D'abord, il est assez certain que le virus naturel Sars-2 circulait déjà largement sur la planète au printemps 2019. On l'a vu au Brésil, en Europe, en Thaïlande et en Angleterre par des tests PCR effectués dans les eaux usées. J'ai relu tous ces papiers, ils sont de très grande qualité scientifique. On l'a aussi vu dans certaines sérologies chez des malades, donc on a la preuve qu'un virus circulait déjà partout. Et à côté de cela, il y avait aussi les recherches de gain de fonction avec Ralph Baric et le laboratoire de Wuhan. On pourrait imaginer qu'ils ont modifié la séquence du virus naturel… Pour l'instant je n'en ai pas la preuve, mais c'est possible. L'important, c'est de comprendre que durant tout ce temps, il n'y pas eu de morts. Tout simplement, parce que les services médicaux ont fonctionné. Cela n'a commencé que lorsque l'on a déclaré la pandémie et que l'on a interdit de soigner les gens. C'est comme avec la grippe : les patients chez qui cela évolue vers une septicémie, il faut les traiter. Je le dis clairement : « Les gens ne sont pas morts d'un virus, mais d'une décision politique ».
Ensuite, de manière générale, il n'y pas de raison de craindre une pandémie virale. Soit on est face à un agent pathogène vraiment dangereux, mais alors il tue ses hôtes tout de suite et ne se répand pas facilement. Soit on est dans le cas contraire, où il y a un agent très contagieux, mais relativement bénin. Tous les épidémiologistes le savent. Donc par définition, le virus est une mauvaise arme.

Et le vaccin ?
Si le virus n'est pas une arme, le vaccin, lui, se « comporte comme » une arme. Ce qui est vraiment dangereux aujourd'hui dans ce vaccin, c'est la plateforme à ARN messager. Cette technologie ARN, elle a quelques bonnes utilisations. Par exemple dans certains cancers comme les mélanomes, on fait de la biologie

moléculaire de précision, ciblée vers la tumeur du patient. On peut aussi faire un tel ciblage cellulaire précis par électroporation in vivo. Ça marche bien, mais ici on injecte de l'ARN dans le muscle. Ce n'est pas une cellule immunitaire, il n'est pas immuno-compétent. Il ne va pas donner d'ordres aux globules blancs pour attaquer des cellules. En revanche, cela crée une attaque auto-immune accélérée vu la production de protéines virales qui se retrouvent sur la membrane des cellules musculaires et qui sont exposées aux globules blancs.
On voit les conséquences avec la myocardite vaccinale. Ce n'est pas comme la myocardite virale, où généralement on s'en sort assez bien, car c'est juste une inflammation. La myocardite suite au vaccin est auto-immune et donc chronique, elle le sera à vie. Au plus on va utiliser le muscle cardiaque, au plus on sera en danger. On l'a vu chez les sportifs. Et le pronostic au bout de 10 ans, c'est un tiers de greffés et un tiers de morts… Avec un *risque qui augmente de 10 ou même 20 fois selon l'âge et le sexe,* c'est inadmissible. Pour les médicaments, dès que le risque augmente par deux, ils sont retirés du marché.
Il faut absolument arrêter cette plateforme ARN. Pas seulement dans les vaccins, mais dans toutes les autres formulations que l'on prépare. Parce que c'est une technologie que l'on ne contrôle pas et on va voir les mêmes effets secondaires se reproduire. Aujourd'hui, c'est un peu mon combat.

Finalement, si je comprends bien, il y a plus à craindre de certains types de nourriture et de médicaments que de virus et d'attaques terroristes ?
Vous avez bien compris…

Disons que c'est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. Cela permet au moins de ne pas se laisser raconter n'importe quoi sur des questions aussi essentielles, surtout lorsque ces notions sont instrumentalisées pour imposer un agenda de contrôle. À présent, je souhaite connaître votre opinion sur ce qui s'est passé en Chine. Et surtout, j'aimerais beaucoup approfondir les raisons pour lesquelles la menace bioterroriste pourrait plutôt venir de l'industrie.
Certainement ! Ce sont des informations capitales qui doivent être diffusées et discutées de la manière la plus large. Je vous en parlerai plus en détails lors d'un prochain entretien.

Parfait ! Merci pour ces premiers éclairages et à très bientôt.
La lettre de Senta est une publication soutenue par les lecteurs. Pour recevoir de nouveaux Posts et soutenir mon travail, envisagez de devenir un abonné gratuit ou payant.

Senta DEPUYDT
16 décembre 2023

Deux ans de guerre en Ukraine

La Russie est-elle impérialiste ?

Les milliards de dollars d'aide n'auront pas suffi ; la contre-offensive ukrainienne a échoué. Espérant maintenir les flux financiers en provenance des capitales occidentales, Kiev présente son agresseur comme une puissance coloniale qui menacerait l'Europe entière. Revenir sur l'histoire de l'empire russe et la place singulière qu'y occupe l'Ukraine invite à questionner cette idée.

Attaqués par la Russie en février 2022, les Ukrainiens présentent leur combat comme une guerre de libération contre une ancienne tutelle resserrant son emprise. Le géographe Michel Foucher la définit comme une *« guerre coloniale* (1) *»,* tout comme le président français Emmanuel Macron, qui a qualifié l'agression russe de *« néocoloniale et [d']impérialiste »* lors de son allocution à la conférence de Munich sur la sécurité en février 2023. Elle aurait révélé la tendance expansionniste de Moscou, qui n'attendait qu'une occasion pour récupérer les territoires perdus de l'ex-URSS, de l'empire tsariste ou, selon certains analystes (2), prétendre à une domination du monde entier en tant que force civilisationnelle basée sur des valeurs « traditionnelles ». Empire, impérialisme, colonialisme : les qualificatifs se succèdent dans les analyses, comme s'ils renvoyaient à une même réalité. Impossible toutefois de comprendre la situation russe sans clarifier les termes.
Une chose est certaine : à partir d'un noyau constitué par la Moscovie du XIIIe siècle, la Russie s'est constitué un vaste territoire présentant les traits d'un empire. Au-delà de la variété de ses formes historiques, ce type d'entité politique se définit, de manière générale, par le maintien d'un système fondé sur la distinction et la hiérarchie entre les populations et les territoires (3). Pour qu'un empire existe, il faut un degré élevé de différenciation entre le centre et ses marges, qu'elle soit d'ordre culturel, ethnique, géographique ou administratif. Dans le cas des empires européens, cette différence est particulièrement nette. Les colonies françaises ou britanniques d'Asie et d'Afrique sont séparées géographiquement de la métropole ; les « indigènes » y ont un statut juridique subalterne et sont administrés par des bureaucraties spéciales. Les « exceptions » de l'Algérie (divisée en trois départements français) ou de l'Irlande (intégrée au Royaume-Uni) ont confirmé la règle : les empires européens se sont fondés sur l'établissement de colons issus de la métropole, jugés moralement supérieurs et aptes, par là même, à exploiter des peuples autochtones majoritaires.

Si cette différenciation disparaît ou s'estompe, alors il ne s'agit plus d'un empire mais d'un État-nation, avec, le cas échéant, des particularismes régionaux ou des formes de fédéralisme. Ainsi, la consolidation nationale s'est-elle poursuivie dans les métropoles impériales : la France « assimilant » les Bretons et les Basques (moins les Corses), et l'Espagne tempérant son unité par un fédéralisme, parfois vacillant, comme le montre la vitalité de l'indépendantisme catalan. En d'autres termes, la métropole qui se projette vers l'extérieur connaît elle aussi un processus d'unification nationale parallèle (connaissant des degrés variables). Ainsi, l'Angleterre poursuit l'intégration dans son giron des îles Britanniques tout en lançant son expansion territoriale et commerciale vers l'Amérique du Nord, puis l'Asie et l'Afrique.

Parce qu'il s'est étendu dans une continuité territoriale, l'empire russe présente des traits singuliers. Au point que les milieux instruits ne percevaient pas leur État comme un empire, encore moins colonial (4), malgré sa dimension grandiose, reliant les berges de la Baltique à la Sibérie orientale, et la diversité des peuples et des cultures réunis sous la même couronne. L'expansion territoriale s'est faite de manière progressive, en cooptant souvent les élites locales, comme ce fut le cas de l'Hetmanat cosaque vers 1648 (en Ukraine actuelle), qui s'allia avec Moscou avant de perdre son autonomie. À l'exception notable des Juifs, cantonnés à la « zone de résidence » dans la partie occidentale de l'empire, il n'existait pas de statut juridique subalterne fondé sur des critères raciaux ou ethniques. En revanche, une hiérarchie s'est établie entre, d'une part, les populations de Sibérie, du Caucase et d'Asie centrale, païennes (et par la suite baptisées) ou musulmanes, désignées comme *« inorodtsy »* (peuples allogènes ou étrangers) et, d'autre part, les populations slaves (polonaise, ukrainienne, biélorusse), baltes et allemandes, conquises à l'Ouest. Ces dernières formaient, selon l'expression de Marc Raeff, un « glacis culturel » (5). À leur contact, les élites russes accédaient, dès le XVIIe siècle, et plus encore à partir du règne de Pierre le Grand (1682-1725), à la civilisation européenne. Autrement dit, elles entendaient « se civiliser », plutôt qu'imposer leur propre culture matérielle et morale aux populations des marges occidentales.

S'il y a eu une colonisation en Russie, celle-ci fut elle aussi d'un genre particulier. Dans le langage officiel, le terme de « colons » a été réservé aux Allemands, invités par Catherine II (1762-1796) à mettre en valeur les terres des bords de la Volga en raison de leur éthique protestante laborieuse et de leurs savoir-faire techniques, ainsi qu'aux Serbes ou aux Grecs appelés à peupler les pourtours de la mer Noire, parfois au détriment des Russes et des Ukrainiens qui s'y trouvaient. L'installation de paysans russes comme ukrainiens en Sibérie ou au Turkestan (Asie centrale) se développe au XIXe siècle. Or cette conquête de l'Est ne prend pas la forme de colonies bien séparées territorialement et administrativement de la métropole. Selon la formule de l'historien Vassili Klioutchevski (1841-1911), *« l'histoire de la Russie est l'histoire d'un pays qui se colonise lui-même. L'espace de cette colonisation a coïncidé avec l'expansion de l'État ».*

Sur le modèle assimilateur français

Durant le XIXe siècle et au début du siècle suivant, sous l'influence des Jacobins puis de la IIIe République française, des intellectuels – du décembriste (6) Pavel Pestel, favorable à une république égalitaire, au « constitutionnel démocrate » Piotr Struve – ont avancé des projets d'unification nationale, cherchant à niveler les distinctions et les hiérarchies entre les populations.

Dans la formation du « cœur national », jamais complètement réalisée en raison des dimensions continentales de l'empire, les Ukrainiens et les Biélorusses (majoritairement des paysans) devaient occuper une place toute singulière. Après la conquête de la Pologne orientale, et à la suite des « partages » de ce royaume entre la Prusse, l'Autriche et l'empire tsariste à la fin du XVIIIe siècle, la couronne russe cherche à les rallier contre la noblesse polonaise, au sein de laquelle monte un sentiment national – dont la force fut attestée par les insurrections de 1830 et 1863. Craignant l'expansion du « polonisme », le pouvoir tsariste mobilise la doctrine de l'unification des Slaves orthodoxes de l'Est en une nation russe « trinitaire » : les Grands-Russiens (devenus « Russes » à la période soviétique), les Petits-Russiens (Ukrainiens) et les Blancs-Russiens (Biélorusses) (7). Comme le note l'historien Alexeï Miller, *« les Petits-Russiens n'ont jamais fait l'objet* [dans l'empire tsariste] *d'une discrimination fondée sur leur origine. Ils ont toujours été invités à faire partie de la nation russe, mais le droit à revendiquer le statut de nation distincte leur a été refusé* (8) *».* Ce constat exclut la pertinence du prisme colonialiste pour analyser l'histoire des relations russo-ukrainiennes, du moins si l'on entend par ce terme le phénomène qui fut propre aux empires européens d'outre-mer. À l'émergence de mouvements portant une idée de la nation ukrainienne dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le centre impérial répond par une politique de russification sur le modèle assimilateur français, qui a éradiqué les langues régionales, dans l'objectif de forger une communauté nationale intégrée. En 1863, puis 1876, sont publiés les décrets limitant l'usage du « petit-russe », perçu par les administrations impériales comme une variante populaire et rurale du russe. Mais l'hésitation des élites politiques, la faiblesse relative des infrastructures de l'État et, surtout, l'absence d'éducation primaire universelle (qui ne sera introduite qu'en 1930) cantonnent la russification aux villes. Les populations paysannes, majoritaires, demeurent largement ukrainophones.

En 1917, l'empire s'effondre sous le poids de la guerre. La période est propice à la multiplication des revendications nationales. En Ukraine, d'éphémères entités politiques, telle la République populaire ukrainienne, dirigée par Mykhaïlo Hrouchevsky, Volodymyr Vynnytchenko puis Simon Petlioura, et l'Hetmanat de Pavlo Skoropadsky proclament leur indépendance. La guerre civile révèle aussi les divisions du nationalisme politique ukrainien. À la faveur des succès de l'Armée rouge, Lénine impose une réponse originale à la « question nationale ». Qualifiant l'empire tsariste de *« prison des nations »,* l'URSS se fonde comme une fédération de républiques formellement indépendantes, composées chacune d'un noyau national et au sein desquelles des droits culturels sont reconnus aux autres minorités. C'est le principe de reconnaissance de « nationalités » (appartenance ethnique) qui apparaît désormais dans les recensements et sur les passeports des citoyens soviétiques. Dans les années 1920, le jeune État soviétique favorise l'émergence de cultures nationales, la promotion des langues et des élites locales, le tout sous l'étiquette d'« indigénisation » *(korenizatsiïa),* une forme de discrimination positive avant l'heure (9). L'identité soviétique était censée prendre progressivement le dessus sur les appartenances nationales, pensées comme des survivances d'un passé que le socialisme saurait réduire. Le projet s'accomplit avec un succès relatif, particulièrement chez les Russes, dont la langue s'est imposée comme la lingua franca de l'URSS et même du socialisme mondial.

La défense d'une zone d'influence

Avec la Russie, la Biélorussie et l'éphémère Transcaucasie (1922-1936), l'Ukraine dispose alors d'un statut de membre fondateur de l'État soviétique. Son poids économique, son accès stratégique à la mer Noire, le nombre important de ses cadres instruits lui donnent une place privilégiée au sein de l'URSS. Elle a pour

revers une répression de toute velléité d'indépendance réelle, d'autant plus qu'en Galicie, rattachée à la Pologne, un nationalisme intégral ukrainien se structure dans les années 1930, en s'inscrivant dans la vague des mouvements fascisants qui s'épanouissent à travers l'Europe. Du point de vue de Moscou, il constitue un pôle d'attraction dangereux pour une Ukraine soviétique particulièrement meurtrie par la collectivisation et la grande famine de 1932-1933. La lutte contre le « nationalisme bourgeois » et l'annexion des territoires ukrainophones de Pologne (Galicie, Transcarpatie) en 1939 puis 1944 n'apportent qu'une solution transitoire. Il n'empêche que, à l'époque soviétique, les Ukrainiens sont officiellement reconnus comme une nation à part entière, dans les strictes limites que lui imposent les liens de « fraternité » avec les Russes (10).
Ce n'est que rétrospectivement que l'Union soviétique sera réinterprétée comme un empire (11). Durant la guerre froide, le terme d'« empire soviétique » n'est utilisé que par une minorité d'historiens, tel Richard Pipes, alors titulaire de la chaire d'histoire à l'université Harvard, qui fut conseiller du président américain Ronald Reagan et proche des diasporas anticommunistes d'Europe de l'Est. Après 1991, ce paradigme tend à s'imposer, avec le succès éditorial de l'historien Timothy Snyder (*Terres de sang,* 2012) ou de la journaliste Anne Applebaum. Dans une veine plus universitaire, des chercheurs s'emploient à relire l'expérience soviétique au prisme de la notion d'empire *(imperial turn).* Parallèlement se propage, dans les discours politiques, la vision d'une Russie programmée pour agresser ses voisins. Portée notamment par les acteurs politiques d'Europe centrale et orientale, cette analyse appelle à poursuivre l'endiguement de Moscou en étendant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) vers l'est, et ce en dépit de l'affaiblissement spectaculaire de la Russie au sortir de la période soviétique.

On prête à M. Vladimir Poutine le projet précoce de rétablir l'« empire soviétique ». Il est souvent fait référence à un texte qu'il publia en décembre 1999 (« La Russie à l'aube du nouveau millénaire »), le jour de son accession à la présidence par intérim. Le successeur de Boris Eltisne y associe la *« division politique de la société »* et l'affaiblissement de la puissance du pays. Son discours fustige avant tout l'idée de « révolution », de changements brutaux conçus par des minorités animées par des *« idéologies ».* Forgeant une pensée conservatrice, il prône l'unité nationale ainsi que les réformes progressives, à rebours de la libéralisation brutale, imposée *« de l'extérieur »,* et qui aurait conduit le pays au bord de la dislocation. Parlant du patriotisme, M. Poutine précise : *« Lorsque ce sentiment est exempt d'arrogance nationale et d'ambitions impériales, il n'a rien de répréhensible. C'est une source de courage, de constance et de force pour le peuple. »* Dans son texte, il n'évoque pas la seconde guerre de Tchétchénie, lancée quelques mois plus tôt. Mais sa conception d'un *« État fort »* implique la défense de la souveraineté et, partant, la lutte acharnée contre tout sécessionnisme. Cela dit, faire de ce discours les prémices d'une entreprise de rétablissement des frontières soviétiques relève d'une lecture anachronique, et simplement fausse.
Dans les années 1990, à Moscou, domine plutôt l'idée que la Russie et l'Ukraine vont refonder une forme d'association d'un type nouveau, à l'instar de l'« État d'union » russo-biélorusse lancé en 1997. Fait notable, l'effondrement de l'URSS s'est fait par un acte d'autodissolution signé par les dirigeants de trois républiques slaves : Russie, Biélorussie, Ukraine. Pour ces deux dernières, l'indépendance a été moins le fruit d'une volonté de mettre fin à une « occupation » soviétique, comme c'était le cas dans les pays baltes, que celle de revoir leurs relations sur des bases plus équitables. Le 8 décembre 1991, dans le pavillon de chasse de Viskuli en forêt de Belovej (Biélorussie), le premier président de l'Ukraine, Léonid Kravtchouk, fort des 90 % de voix en faveur de l'indépendance de l'Ukraine recueillis lors du référendum organisé huit jours plus tôt, fondait, avec les chefs d'État russe et biélorusse, Eltsine et Stanislav Chouchkevitch, la Communauté des États indépendants (CEI, que l'Ukraine quittera en 2018).
Cependant, les dirigeants russes considèrent encore l'Ukraine comme faisant partie de la sphère d'influence « naturelle » de Moscou, à l'image de la doctrine Monroe formulée par Washington qui considère le continent américain comme son pré carré. Le terme qu'il convient d'utiliser est donc celui d'une politique impérialiste, à condition de saisir ce qualificatif dans sa relative banalité, c'est-à-dire la prétention d'une puissance, ici régionale, à exercer une influence sur une certaine zone géographique, à travers des partenariats de type économique (avec la création de la Communauté, puis l'Union, économique eurasiatique) ou sécuritaire (avec l'Organisation du traité de sécurité collective [OTSC]). À ce jeu, la Russie se trouve sur la défensive face aux États-Unis et à l'Union européenne, qui étendent leurs propres structures militaire (OTAN) et économiques (accords d'association) vers l'est… L'espace postsoviétique devient dès lors un terrain d'influences et d'ingérences croisées. Sans être centrale, l'intervention armée fait partie de la panoplie des outils utilisés par le nouvel État, notamment dans les régions sécessionnistes prorusses en Moldavie (Transnistrie) et en Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud), sans prétention à l'annexion formelle. Son objectif est alors de garder un levier de contrôle politique sur ces pays où il affronte de nouveaux concurrents.

Pour les raisons historiques citées plus haut, la bascule de l'Ukraine vers l'Ouest constitue une ligne rouge pour Moscou, plus encore que celle des États baltes ou de la Géorgie. La polarisation du paysage politique ukrainien, où s'affrontent des forces prorusses et pro-occidentales, en fait un terrain propice aux ingérences étrangères annonciatrices de confrontations plus larges. Le sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008 constitue un tournant. L'Ukraine, mentionne son communiqué final, a vocation à entrer dans l'Alliance atlantique, Paris et Berlin s'opposant toutefois à l'octroi d'un statut de candidat officiel à l'adhésion. Ce nouvel affront pour la Russie transforme l'Ukraine en chiffon rouge, sans lui apporter des garanties de sécurité supplémentaires.
L'environnement stratégique joue un rôle majeur dans la crispation nationaliste au sommet de l'État russe (12). En témoigne l'entrelacement constant, dans les discours récents de M. Poutine, de la pomme de discorde sécuritaire – l'élargissement de l'OTAN vers les frontières russes – et des envolées sur l'unité russo-ukrainienne : l'émancipation de l'Ukraine est vécue à la fois comme le déchirement des liens historiques, voire nationaux, et comme une atteinte au droit « légitime » de la Russie d'agir sur son environnement régional.
En butte à une perte d'influence depuis 1991, la Russie n'a eu de cesse d'observer l'adversaire américain, volontiers perçu comme omnipotent : pour l'imiter, inventer des moyens de réplique (quand c'est possible) et défendre sa zone d'influence contre les incursions occidentales (13). L'effondrement de l'Union soviétique constitue un choc pour une grande partie de l'élite militaire russe : la perestroïka gorbatchévienne imaginée comme étant fomentée par Washington conforte ces acteurs dans l'opinion que, dans le « nouveau monde », il est possible d'engranger des gains stratégiques considérables sans tirer un seul missile. Au cours des années 2000, l'idée que les guerres modernes se mènent de manière privilégiée par des moyens non militaires se renforce. Les stratégies dites « indirectes » – campagnes informationnelles, cooptation de dirigeants étrangers, installation de régimes amis – auraient désormais une efficacité supérieure à l'usage brut de la force. Les « révolutions colorées » dans l'espace de l'ex-URSS (Géorgie, Kirghizstan, Ukraine) comme, plus tard, les « printemps arabes » en Afrique du Nord et au Proche-Orient connaissent le même type de théorisation : pour les stratèges russes, ces événements sont le produit d'une politique délibérée d'exportation par les États-Unis d'un « chaos contrôlé », étape préalable parfois à des interventions militaires comme en Irak (2003) ou en Libye (2011). La doctrine russe appelle à *« contourner la lutte armée ».* L'usage de la force – elle-même conçue comme une action-éclair et décisive – n'intervient qu'en dernier recours, en cas d'échec des stratégies indirectes.

Ainsi, l'annexion de la Crimée en 2014 – par le truchement de soldats sans insignes et soutenue par des relais politiques internes – a été perçue comme une application réussie de cette nouvelle pensée. Or ce succès tactique a éloigné la Russie de son objectif stratégique : disposer à ses frontières d'une Ukraine prorusse (ou du moins « neutre »). Ayant sécurisé le contrôle de la base navale de Sébastopol par la voie de l'annexion, la Russie s'est trouvée en face d'un État certes plus petit, mais plus défiant encore et mieux armé grâce à l'assistance occidentale. L'invasion de l'Ukraine, précédée d'ultimatums à l'adresse des États-Unis et de l'OTAN en novembre-décembre 2021, visait encore une action ponctuelle : renverser le gouvernement de Kiev, sur le modèle de l'attaque américaine contre le régime taliban en Afghanistan (2001) puis contre le gouvernement de Saddam Hussein en Irak (2003). Et ce en dépit des échecs essuyés par les États-Unis, un adversaire aussi honni que copié jusque dans ses erreurs. *« La décision de lancer l'opération militaire spéciale »,* constate le chercheur Dimitri Minic, loin de relever d'un projet de conquête territoriale savamment mûri, est davantage la *« conclusion malheureuse de l'échec de la stratégie indirecte russe en Ukraine ».*
Commencée comme une intervention « impérialiste », la guerre contre l'Ukraine change de nature à mesure qu'elle s'enlise : elle devient une de ces guerres typiques de l'effondrement d'ensembles composites qui ont pour enjeu le tracé des frontières entre États-nations en formation. Celles-ci se sont d'abord cantonnées à la périphérie de l'ex-URSS, notamment dans le Caucase. Après deux décennies de stabilité, la Russie a remis en cause le statu quo territorial, en Crimée puis à une plus grande échelle, dans le but affiché de résister aux avancées stratégiques euro-atlantiques dans sa prétendue zone d'influence. En proclamant, dès septembre 2022, sa souveraineté sur quatre régions ukrainiennes partiellement occupées, Moscou a indiqué la manière dont elle souhaiterait voir le problème tranché. Considérer cependant cette attaque comme le prélude d'une agression contre Vilnius, Tallinn ou Varsovie relève d'un contresens : Moscou n'a ni les moyens de menacer l'OTAN, ni la volonté de reconstituer un empire. Il s'agit pour elle de redéfinir son « cœur national », aux dépens de l'Ukraine mais aussi de la Biélorussie en voie d'absorption avancée, eu égard à la grande dépendance du régime de M. Alexandre Loukachenko vis-à-vis de Moscou. En ce sens précis, la phase actuelle du conflit russo-ukrainien pourrait être qualifiée de postimpériale et, plus encore, de nationaliste (14), sur un modèle proche de l'affrontement des Serbes et des Croates.

Des deux côtés de la ligne de front, ukrainisation et russification se répondent. L'ukrainisation correspond à un processus classique de construction d'un État-nation : un peuple, une langue, un gouvernement central (15). Depuis 2014, et plus encore après février 2022, il s'accélère. Les écoles publiques enseignant dans des langues autres que l'ukrainien ont cessé d'exister en Ukraine. Le gouvernement cherche à démanteler l'Église orthodoxe ukrainienne, rattachée au patriarcat de Moscou, pour la remplacer par une Église autocéphale nationale, créée en 2018 (16) ; après les toponymes soviétiques, les noms relatifs à la Russie sont bannis pour désigner les lieux publics, la « dérussification » rejoignant ainsi la « décommunisation » entamée en 2015 ; des statues de chefs militaires et d'artistes, considérées autrefois comme patrimoine commun de la Russie et de l'Ukraine, sont détruites ; des livres en russe sont retirés des bibliothèques publiques, etc.
La russification comporte des dimensions plus incertaines. Pour l'heure, elle passe par l'occupation militaire, la « passeportisation » de la population, l'extension de la bureaucratie de l'État, de son système d'enseignement (en russe) et du rouble. Mais une palette de discours s'applique à ce processus : certains jouent sur l'ambiguïté entre Russes et russophones, présentant les derniers comme des citoyens « naturels » de la Fédération de Russie ; d'autres imaginent que l'identité des régions annexées par le Kremlin – s'il en conserve le contrôle – pourrait rester ukrainienne dans un État fédéral qui se définit toujours comme *« pluriethnique et multiculturel »*. Ainsi, le ministère de l'éducation a annoncé la préparation d'un manuel d'ukrainien, basé sur des standards soviétiques, afin de permettre aux élèves des quatre régions annexées d'apprendre l'ukrainien parmi d'autres « langues maternelles » (de facto, langues de minorités nationales), tandis que le russe sera langue obligatoire de l'enseignement (17). Ces hésitations reflètent le caractère bicéphale du nationalisme russe qui, depuis son éclosion au milieu du XIXe siècle, a oscillé entre la tentation de former un État-nation, qui favorise les intérêts du groupe ethnique majoritaire, et le projet impérial, qui repose sur la volonté de dominer des espaces et des populations ethniquement et culturellement divers.

À Kiev, mais aussi dans certains cercles occidentaux, une autre vision s'impose. L'État fédéral russe lui-même est assimilé à un empire colonial. La surreprésentation de minorités ethniques dans les rangs de l'armée est soulignée ; les tensions dans les régions fournissant cette « chair à canon » sont scrutées à la loupe. En octobre 2022, le Parlement ukrainien a reconnu le gouvernement tchétchène exilé de M. Akhmed Zakaïev, déclaré la Tchétchénie comme étant un *« territoire temporairement occupé par la Russie »* et condamné le *« génocide contre les Tchétchènes »* perpétré par le Kremlin dans les années 1990. Le 31 janvier 2023, le Parlement européen accueillait le Forum des peuples libres de Russie, une organisation regroupant des représentants des groupes ethniques « non russes », appelant à l'indépendance des républiques périphériques de la Fédération, notamment de la Bouriatie, de la Iakoutie et du Tatarstan.
Pour un analyste du Center for European Policy Analysis (CEPA), think tank établi à Washington, l'objectif de la politique américaine *« devrait être la décolonisation de la Russie ». « Plutôt que de se focaliser sur un changement de régime ou la personnalité de Vladimir Poutine,* poursuit-il, *tous les pays traitant avec la Russie* devraient *avoir cet objectif de long terme en tête »* (18). Certains historiens joignent parfois leur voix à ce concert. Tel Alexander Etkind, de la Central European University (université d'Europe centrale), qui admet que la désintégration de la Russie *« poserait d'énormes problèmes, dont celui de l'arsenal nucléaire et* (…) *des conflits frontaliers »* pour conclure : *« Ces guerres seraient-elles pires que la guerre actuelle ? Probablement pas »* (19). Pour un scénario balkanique, le nucléaire en plus, bel optimisme.

Sergei FEDIUNIN & Hélène RICHARD (Monde diplomatique, janvier 2024)

(1) Michel Foucher, *Ukraine, une guerre coloniale en Europe, Le 1* - L'Aube, Paris - La Tour-d'Aigues, 2022.
(2) Claudio Sergio Ingerflom, *Le Domaine du maître : l'État russe et sa mission mondiale,* Presses universitaires de France, Paris, 2023.
(3) Lire Jane Burbank et Frederick Cooper, « De Rome à Constantinople, penser l'empire pour comprendre le monde », *Le Monde diplomatique,* décembre 2011.
(4) Marc Raeff, « Un empire comme les autres ? », *Cahiers du monde russe et soviétique,* Paris, vol. 30, n° 3-4, juillet-décembre 1989.
(5) *Ibid.*
(6) L'insurrection décembriste est une tentative de coup d'État militaire, le 14 décembre 1825, pour imposer au tsar Nicolas Ier l'instauration d'une Constitution. Son échec sera suivi d'une sévère répression.
(7) Roman Szporluk, « Nationalism after communism : Reflections on Russia, Ukraine, Belarus and Poland », *Nations and Nationalism,* Cambridge, vol. 4, n° 3, 1998.

(8) Alexeï Miller, « National Identity in Ukraine : History and Politics », *Russia in Global Affairs,* Moscou, vol. 20, n° 3, 2022.
(9) Terry Martin, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union,* 1923-1939, Cornell University Press, Ithaca, 2001.
(10) Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours,* CNRS Éditions, Paris, 2022.
(11) Mark Beissinger, « Rethinking empire in the wake of Soviet collapse », dans Zoltan Barany et Robert G. Moser (sous la dir. de), *Ethnic Politics After Communism,* Cornell University Press, 2005.
(12) Lire Juliette Faure, « Qui sont les faucons de Moscou ? », *Le Monde diplomatique,* avril 2022.
(13) Dimitri Minic, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine,* Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2023.
(14) Jules Sergei Fediunin, « La guerre russo-ukrainienne, un conflit nationaliste », AOC, 24 février 2023.
(15) Lire Nikita Taranko Acosta, « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde diplomatique,* mai 2019.
(16) Lire Kathy Rousselet, « Divorces à l'orthodoxe », dans *Manière de voir,* n° 188, « Ukraine. Jusqu'où l'escalade ? », avril-mai 2023.
(17) « Au MID, on nous raconte comment se déroule l'apprentissage de la langue ukrainienne dans les nouvelles régions » (en russe), *Izvestia,* 10 avril 2023.
(18) Edward Lucas, « After Putin », CEPA, Washington, DC, 19 juin 2022.
(19) Alexander Etkind, « La Russie est un empire en déclin qui finira par s'effondrer », *L'Express,* Paris, 18 juin 2023.

Humour de Siné mensuel